



CGT Finances Publiques Aveyron

CSAL Spécialisé du 29 03 23

Après une première tentative de réforme stoppée par les mobilisations sociales et la pandémie de Covid en 2020, le gouvernement français repart à la charge sur les retraites en janvier 2023. L'objectif de sa réforme est de repousser l'âge légal de départ à la retraite de 62 à 64 ans, et d'augmenter le nombre de personnes qui vont devoir cotiser 43 annuités.

Loin d'être une réforme « d'équilibre, de justice et de progrès », elle va contribuer à aggraver les inégalités. La principale injustice de cette réforme est qu'elle va s'abattre le plus durement sur les personnes les plus pauvres et aux métiers les plus précaires.

Depuis le 19 janvier la mobilisation contre la réforme des retraites, dans la rue et par la grève, a été une véritable démonstration de force, avec des taux de grévistes nationalement à plus de 35 % de grévistes (près de 50 % en Aveyron). Durant les actions (plus de 10 à ce jour) les agents des finances publiques ont marqué leur opposition à ce projet. Face à cette mobilisation d'ampleur, où des millions de personnes ont manifesté sur l'ensemble du territoire et malgré des sondages qui marquent l'opposition de la population à cette réforme, le gouvernement reste sourd et s'entête à vouloir la faire passer en force.

Loin d'être une « réformette », ce projet de loi accentuera les inégalités et appauvrira un peu plus les futurs retraités. Partir plus vieux à la retraite après des années de travail avec des pensions toujours plus réduites voilà le projet du gouvernement. Cette réforme injuste frappera encore plus durement les salariés du privé comme les agents du public, qui ont commencé à travailler tôt, les femmes et les agents les moins rémunérés. Pourtant, les chiffres sont clairs et le système par répartition n'est pas en péril. Plutôt qu'augmenter l'âge de départ à la retraite, d'autres solutions sont possibles la CGT en propose depuis longtemps...

Vous devinerez aisément que ce profond désaccord a franchi un cap depuis le recours à l'article 49.3 de la constitution C'est un geste grave pour la suite des relations sociales dans ce ministère , il est utile que vous en mesuriez le sens et la portée.

En effet, dans ce contexte de passage en force de la réforme des retraites, le dialogue social ne pourra pas reprendre de manière constructive dans notre ministère, sans que vous démontriez par des actes forts que vous êtes disposés à prendre en compte les attentes et besoins des personnels. Nous sommes pleinement et gravement préoccupés :

- du contenu et des effets du projet de réforme que porte le Gouvernement, pour les agents des Finances,
- des traces profondes que tout ceci laissera dans la société française,
- de l'avenir d'un dialogue social, au vu du peu d'espace qu'il lui a été laissé au cas d'espèce.

Dans ce contexte, où le dialogue social n'est plus qu'un mot vide de sens, les représentants de la CGT Finances Publiques de l'Aveyron, ont fait le choix de participer à cette réunion. Cette formation spécialisée est la seule instance où les organisations syndicales peuvent avoir leur mot à dire, à ce titre il nous a semblé important pour l'intérêt général d'y participer. Malgré tout nous regardons de manière dubitative l'ordre du jour de ce tout premier CSAL spécialisé. Si l'on en croit la note d'orientation la santé et le bien être des travailleurs seraient au centre des préoccupations de Bercy. La note tient en 8 pages ,le

guide de déontologie en 137... finalement cela sera une priorité toute relative, la grande farce tragique continue.

Les nouvelles organisations de travail ne se préoccupent pas de comment on travaille mais combien on travaille. Le travail est réduit à des tableaux ou des objectifs, notre quotidien est construit malgré nous et nous exécutons malgré tout. L'exécution de tâches au-delà du prescrit prévient un effondrement complet.

Une omerta sur l'état des services et des effectifs est savamment entretenue par Bercy. En créant l'illusion d'une amélioration de l'action de l'état par une déferlante de réformes, le contribuable a l'impression d'être dans un chantier dont on attend la fin, mais il n'y aura jamais de fin, cette instabilité est volontairement créée elle s'accompagne d'un déni des compétences et d'une méconnaissance de nos métiers. On ne pourra plus tenir longtemps dans ces conditions de travail. Le scénario France Télécom prend tous les jours un peu plus corps. N'attendant plus grand-chose de Bercy, la CGT continuera à porter son message de progrès social et à combattre les régressions et humiliations vécues au quotidien par les agents.

Cette lutte pied à pied contre un système capitaliste dénué d'humanité continue dans la rue.

JEUDI 13 AVRIL

ENSEMBLE JUSQU'AU RETRAIT

NON À LA RÉFORME DES RETRAITS

- **Villefranche : Place de la République** • **17h30**
- **Rodez : Jardin public** • **11h30**
- **Decazeville : Kiosque** • **17h30**
- **Millau : Gare de Millau** • **12h00**
- **Saint-Affrique : Salle des fêtes** • **16h00**